

WILLY DIT:

POUR MOI, LES
PRODUITS SUISSES ONT LE
MEILLEUR GOÛT



Pour une production indigène

L'UDC s'engage pour une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines et produites près des consommateurs. Les familles paysannes qui assurent ces prestations importantes méritent un revenu raisonnable. La sécurité de planification et la force novatrice d'une agriculture fondée sur les principes de la gestion d'entreprise doivent être renforcées. Il faut à cet effet ramener à une mesure raisonnable une écologisation aujourd'hui outrancière. En revanche, une grande attention doit être accordée à la conservation des terres cultivables.

La disparition des exploitations agricoles se poursuit

Il y a cent ans, la Suisse comptait encore plus de 243 000 exploitations agricoles. En 1990, il n'y en avait plus que 108 000 et leur nombre est tombé à 55 000 en 2013. La population suisse soutient la paysannerie qu'elle a chargée de tâches importantes par le biais de la Constitution et de la loi sur l'agriculture. Il s'agit notamment de garantir et de conserver les bases de production ainsi que de produire des denrées alimentaires saines près des consommateurs.

La politique agricole actuelle empêche de plus en plus les paysans de répondre à leur mandat constitutionnel: de grandes surfaces cultivables ont été perdues ces dernières années et de nombreuses exploitations ont dû cesser leur activité en raison de la baisse du revenu agricole. Cette politique remet en question le maintien d'un degré d'auto-provisionnement aussi élevé que possible ainsi que l'entretien du paysage.

Le degré d'auto-provisionnement ne doit pas baisser

La Suisse est aujourd'hui déjà un des plus grands importateurs de denrées alimentaires par habitant. Alors que nous importons par année et par habitant des denrées alimentaires d'une valeur de 600 francs, ce montant est environ dix fois plus petit dans la moyenne de l'UE. Le degré d'auto-provisionnement net (après déduction des fourrages importés pour la production animale nationale) était encore de 53% en 2014 (en 2000 encore de 59%). La Suisse est très loin de pouvoir assurer sa propre subsistance. De l'avis de l'UDC, il faut donc soutenir de manière ciblée l'agriculture productrice et, partant, les exploitations familiales.

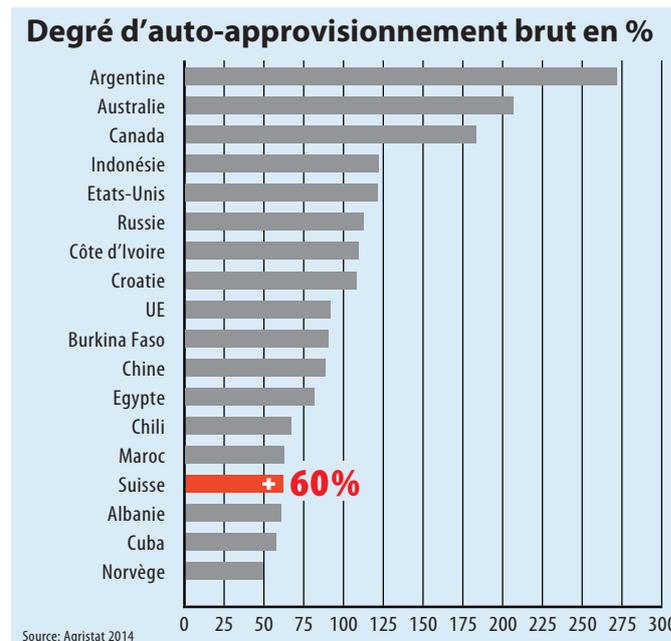
Responsabilité individuelle au lieu de prescriptions sans fin

Malheureusement, les paysans suisses sont tourmentés par un nombre croissant de prescriptions, de formulaires à remplir et de contrôles qui les empêchent d'exercer leur véritable métier et qui minent leur responsabilité individuelle. Cette paperasse et la bureaucratie prennent beaucoup trop de temps. Trop d'argent de l'Etat disparaît dans la bureaucratie agricole au

lieu de profiter aux paysans. L'agriculteur est pourtant un spécialiste hautement qualifié de la production alimentaire qui doit pouvoir décider lui-même ce qu'il doit produire et comment il doit organiser sa production.

Agriculture productrice

L'agriculture productrice offre les conditions les meilleures et les moins chères à la conservation de paysages cultivés, variés et structurés.



Il faut conforter la sécurité alimentaire de la Suisse.

La production sur place est évidemment plus écologique que le transport de denrées alimentaires à travers les continents.

Or, la politique agricole actuelle de la Suisse prend une direction juste inverse: elle favorise une agriculture extensive au détriment d'une agriculture productrice. Nous faisons donc exactement le contraire de ce que nous devrions faire: premièrement, nous importons de plus en plus de denrées alimentaires d'origines douteuses et, deuxièmement, nous augmentons de la sorte notre dépendance de l'étranger. De surcroît, de précieuses terres cultivables sont sacrifiées au profit de l'extension des forêts et de la renaturation des cours d'eau.

Encourager les exploitations agricoles performantes

Il ne faut pas désavantager financièrement les exploitations agricoles productrices au profit des exploitations extensives. L'UDC souhaite que la Suisse retrouve un degré d'auto-provisionnement alimentaire net d'au moins 60%. Cet objectif ne peut être atteint que si l'on offre des perspectives d'avenir aux familles paysannes afin qu'elles investissent durablement dans la production. Cette politique soutient également les exploitations en amont et en aval de l'agriculture (industrie, arts et métiers, tourisme).

Ne pas sacrifier l'agriculture sur l'autel de l'UE

Ouvrant beaucoup trop largement les frontières aux produits agricoles, l'accord de libre-échange agricole, que le Conseil fédéral souhaite conclure avec l'UE, et la convention projetée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) auraient des conséquences drastiques pour les familles paysannes. L'abaissement des prix des denrées alimentaires au niveau UE, voire au niveau du marché mondial, alors que les coûts de production restent les mêmes en Suisse, détruirait la base existentielle de l'agriculture suisse. Il s'ensuivrait des effets négatifs en termes d'occupation décentralisée du territoire, d'entretien des paysages cultivés, de sécurité et de qualité des denrées alimentaires. L'UDC s'oppose donc à un

libre-échange sans contrôle avec l'UE et au sein de l'OMC. En outre, elle demande que les importations existantes de denrées alimentaires soient soumises aux mêmes exigences que la production en Suisse.

Aménagement raisonnable du territoire

La loi sur l'aménagement du territoire doit être conçue de manière à permettre aux agriculteurs ayant l'esprit d'entreprise de développer leurs exploitations en fonction des besoins du marché et de l'avenir. L'UDC s'engage à ce que les immeubles situés hors des zones à bâtir puissent être utilisés ou réaffectés complètement et de manière aussi souple que possible. Résultats: les terres cultivables sont sauvegardées; les paysages sont conservés et la création de plus-values dans l'espace rural est assurée. L'UDC veut que les terres agricoles soient utilisées avec parcimonie.



L'agriculture productrice doit être renforcée.

POSITIONS

L'UDC

- veut renforcer les exploitations agricoles productrices et réduire les contraintes administratives;
- exige la sauvegarde de la sécurité alimentaire de la Suisse par la fixation du degré d'auto-alimentation net à au moins 60%;
- se bat pour garantir la base existentielle des exploitations agricoles familiales et pour un revenu agricole équitable;
- mise sur la production, la transformation et la commercialisation régionales et rejette l'accord de libre-échange agricole avec l'UE;
- s'engage pour une loi sur l'aménagement du territoire qui permette une exploitation complète et souple des immeubles et installations situés en dehors des zones à bâtir;
- s'oppose à la multiplication de nouvelles directives et prescriptions concernant la protection des animaux, des eaux et de l'environnement qui provoquent une hausse des coûts de production et alourdissent les charges administratives;
- se bat pour la sécurité des investissements en exigeant que les bâtiments et équipements réalisés selon les prescriptions les plus récentes ne doivent pas être modifiés durant trente ans au moins;
- exige que les denrées alimentaires importées soient soumises aux mêmes exigences que la production suisse;

POSITIONS

L'UDC

- encourage des mesures de soutien ciblées en faveur de la production animale, de l'exportation de bétail et de l'élevage de jeune bétail pour soutenir les exploitations en zone verte, notamment dans les régions de colline et de montagne;
- exige que dans les représentations suisses à l'étranger on serve par principe des produits agricoles et du vin suisses.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme consommateur, des denrées alimentaires saines produites en Suisse;
- ✓ comme famille paysanne, des perspectives d'avenir;
- ✓ comme agriculteur, la liberté entrepreneuriale dont j'ai besoin;
- ✓ comme randonneur et touriste, un paysage cultivé bien entretenu;
- ✓ comme amateur de la nature, des paysages beaux et intacts.